

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19932 - 77EME ANNÉE

La crainte que la compagnie réunionnaise devienne
comme un outil au service du capitalisme antillais

**Accord Air Austral-Corsair :
une lettre de la Région Réunion
confirme l'inquiétude**



48 heures après la publication dans Témoignages d'un article alertant sur les conséquences du projet d'accord entre Air Austral et Corsair, la diffusion ce matin par Imaz Press Réunion d'extraits d'une lettre d'Huguette Bello, présidente de la Région, au président de la République datée du 12 août confirme notre analyse : la crainte qu'Air Austral soit absorbée dans une entité où le puissant lobbying antillais ne manquera pas de s'exprimer, d'où le risque de faire passer la seule compagnie aérienne réunionnaise sous un autre pavillon pour servir d'autres intérêts que le désenclavement de La Réunion.

« Il apparaît aujourd'hui que les services de l'Etat (...) conditionnent la mobilisation des aides à une restructuration capitalistique d'Air Austral, qui se traduirait sous la forme d'une holding avec la compagnie Corsair. Il apparaît ainsi que les difficultés conjoncturelles auxquelles la compagnie Air Austral est confrontée (...) sont exploitées pour la contraindre à un mariage avec Corsair. (...) Une telle approche est inacceptable et signerait la disparition d'Air Austral, sous sa forme de compagnie aérienne réunionnaise » : ce sont les extraits d'une lettre datée du 12 août dernier, adressée à Emmanuel Macron, président de la République, par Huguette Bello, présidente de la Région Réunion. Les extraits de cette lettre ont été publiés en exclusivité par Imaz Press Réunion ce 23 août.

Des Antillais composent la moitié du CA de Corsair

48 heures après la publication dans Témoignages d'un article alertant sur le projet d'accord entre Air Austral et Corsair, la diffusion de ces extraits confirme notre analyse.

Tout d'abord le projet de l'État d'empêcher d'utiliser les aides publiques pour financer une guerre des prix en obligeant deux concurrents à mettre en commun leur offre en sièges, code-share et des moyens logistiques, joint-venture.

Ensuite, la crainte qu'Air Austral

soit absorbée dans une entité où le puissant lobbying antillais ne manquera pas de s'exprimer, d'où le risque de faire passer la seule compagnie aérienne réunionnaise sous un autre pavillon pour servir d'autres intérêts que le désenclavement de La Réunion. En effet, Corsair a restructuré son actionnariat, avec l'entrée d'importants capitaux antillais en janvier 2021. Sur les 9 membres du Conseil d'administration de Corsair, 4 sont des acteurs économiques antillais : Patrick Vial-Collet (Président de la CCI de Guadeloupe), Éric Koury (Président d'Air Antilles), Denis Lesueur (Président du groupe LORET), Angélique Chaulet (Co-dirigeante des Zoos de Guadeloupe et Guyane). A noter également que Dominique Perben, ministre des Outre-Mer entre 1993 et 1995, siège aussi dans ce Conseil d'administration. Ses fonctions lui ont permis de tisser des liens avec les acteurs économiques antillais.

Air Austral et Corsair : partenaires inégaux

Présenté comme un moyen pour Air Austral et Corsair de renforcer les deux compagnies dans un contexte de crise causée par la pandémie de COVID-19, le projet d'accord annoncé le 17 août dans un communiqué conjoint aux deux compagnies profitera-t-il vraiment aux intérêts des Réunionnais ?

5 jours avant l'annonce officielle, la Région Réunion avait donc fait part de ses craintes au président de la République. Cela se comprend.

En effet, la situation financière

d'Air Austral est structurellement plus fragile que celle de Corsair. Depuis que Didier Robert a congédié la direction réunionnaise de la compagnie en 2011, la Région Réunion a injecté 200 millions d'euros en soutiens divers. Cette aide a permis de couvrir les erreurs stratégiques de la direction nommée par Didier Robert. Cette dernière a stoppé le projet de compagnie low-cost long-courrier qui a ensuite été repris par Air Caraïbes avec le succès de French Bee. Elle a investi dans des Boeing 787 qui servent comme prototypes, et dont les pannes à répétition ont nui à Air Austral. Les dirigeants nommés par Didier Robert ont donc créé les conditions d'une dépendance à l'argent public, qui sert donc à équilibrer les comptes d'une compagnie aérienne, peu importe si la stratégie conduit à des pertes. Sans cette perfusion d'argent public, Air Austral n'existerait plus sous sa forme actuelle.

Avec une telle fragilité structurelle, comment Air Austral pourrait-elle défendre les intérêts des Réunionnais dans un groupe dominé par un partenaire financièrement plus solide, et considéré comme un porte-drapeau des Antilles ?

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Edito

La stratégie Zéro Covid protège mieux populations, économies et libertés

Comment freiner au maximum la propagation du coronavirus ? Dans sa stratégie actuelle, la France opte presque pour « vivre avec le virus » en fixant, pour le déconfinement, un seuil élevé quant au taux d'incidence (400 pour 100 000 habitants) ; tout en vaccinant au fur et à mesure. D'autres pays, comme le Royaume Uni, avaient opté pour confinement total, strict, en choisissant de déconfiner quand la circulation du virus est redevenue basse, et la vaccination élevée. Des pays comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, ou encore la Corée du Sud, ont opté quant à eux pour la « stratégie Zéro Covid ».

La méthode Zéro Covid consiste notamment en trois grands axes simultanés dès l'apparition de quelques cas dans un lieu :

- Confiner localement (la ville, le département, la région concernée) ;
- Confiner strictement (écoles fermées) ;
- Confiner immédiatement (le jour même de la détection).

L'idée de cette stratégie est d'éviter de « vivre avec » le coronavirus, et donc vise à l'éradiquer à la moindre apparition en prenant à ce moment-là les mesures fortes, afin que le quotidien soit dénué de cette menace constante. En clair, l'objectif n'est pas d'aplanir la courbe, mais de l'« écraser ».

Comme les études scientifiques l'ont démontré, un confinement est efficace pour freiner le taux de reproduction du coronavirus, y compris un confinement local, mais il faut pour cela des mesures cohérentes durant cette période – notamment la fermeture des établissements scolaires et un dépistage massif à cette occasion. Il est par ailleurs nécessaire que les entrées et sorties de la zone confinée soient limitées et contrôlées.

La stratégie Zéro Covid préserve mieux la santé, mais pas seulement

Les pays du G10 sont bien plus touchés sur tous les plans par la pandémie que les pays de l'OCDE qui ont opté pour la stratégie Zéro Covid ou assimilée, représentant un benchmark représentatif (82 millions d'habitants de démocraties avancées économiquement). Le nombre de morts par million d'habitants était 44 fois plus élevé dans les pays du G10, ce qui 1,1 million de morts de trop au 30 juin 2021. Les performances économiques, de libertés publiques ou de mobilités étaient, elles aussi, moins bonnes. La stratégie Zéro Covid préserve mieux les économies et accélère les reprises.

En 2020, les pays Zéro Covid ont subi un recul du PIB faible (-1,6 % par rapport à 2019) contre -5 % dans les pays du G10 qui ont laissé la circulation virale repartir. Au 1er trimestre 2021, le PIB des pays Zéro Covid avait dépassé le niveau d'avant crise (+1,4 % par rapport au 4e trimestre 2019). A l'inverse, le recul du PIB était toujours significatif dans les pays n'ayant pas éradiqué le virus (-3,3 % par rapport au 4e trimestre 2019). Au 2e trimestre 2021, aucun des pays du G10 n'a récupéré le niveau de PIB trimestriel d'avant crise, à l'exception des États-Unis, tandis que c'était chose faite en Australie, Nouvelle-Zélande et Corée du Sud dès le 1er trimestre 2021. Le Royaume-Uni avait un PIB au niveau de 2014, l'Italie était au niveau de 2015, la France et l'Allemagne étaient au niveau de 2017, la Belgique était au niveau de 2018, le Canada et la Suède étaient au niveau de 2019.

La stratégie Zéro Covid préserve mieux les libertés

La stratégie Zéro Covid est moins coûteuse en termes de libertés publiques. L'analyse des données composant le Stringency Index indique un avantage net des pays Zéro Covid sur les autres pays composant le G10 en matière de liberté. Les pays de l'OCDE appliquant la stratégie Zéro Covid ou assimilée – Australie, Corée du Sud et Nouvelle Zélande – ont 4 points de restrictions en moins que les pays du G10 depuis un an et demi (52 dans le Stringency Index vs 56). A contrario, l'alternance du stop & go dans les pays du G10, conséquence de la stratégie d'atténuation du virus, conduit à une mise entre parenthèse périodique des libertés au gré des mesures de freinage de la pandémie. Le croisement des données économiques et sanitaires trimestrielles montre la supériorité de la stratégie Zéro Covid en termes de visibilité. Les populations et les économies peuvent se projeter dans l'avenir. Face à la crise, le gouvernement a montré son incapacité. La stratégie n'est pas la bonne, et en plus la politique vaccinale comme elle est menée soulève tous les doutes possibles pour une population qui vit dans l'incertitude depuis trop longtemps. Comme son prédécesseur qui a eu le courage de ne pas se représenter, le Président actuel gagnerait en noblesse à se retirer de la vie publique à l'échéance de son mandat.

“L'erreur est humaine. Persévérer est diabolique.”

Nou artrouv'

David Gauvin

Oté

Alon planté mézami ! Ni gingn pa don nou ?

Somenn i sorte passé mwin la antande in roportaz la intérèss amwin mèm si mi rapèl pi koman banna la apèl sa dann télé. Antouléka lété i porte dsi dori ni pouré ariv a manké, é si ni anmank pa lo pri lé riskab grinpé Mézami, ménass konmsa nou lé koutimyé di fète.

In tan l'avé ariv in mank do ri basmati pars gouvèrnman indien la désside arète lésportassyon produi-la vi ké bande zisdien zot mèm l'avé bézoin zot nouritir. Aprés la débloké, é mi rapèl pi, komann sa l'arivé. In n'ote zour lété bande shinoi l'otèr. I rakonte konmsa komité santral parti kominis shinoi la done in l'orde toute bande gro sosyété téi i komèrs lo ri épi la di azot ashté toute sak zot i gingn pars i fo goumante bande rézèrv. La nuite mèm, bande shinoi l'ashète toute sak lé disponib konm ri dossi lo marshé... Anfin, i prétan.

Astèr mi rapèl in zistoire dori mangalor. Sa téi éspass dann mon zénèss. Dori téi manke é in zour in bato dori mangalor l'arivé : in joli koulèr jone, in bon randman, mé in l'odèr insiportab in foi kui, téi port pliss dsi lodèr la taye shate ké lodèr d'ri pou vréman. Mi rapèl in zour gro Gaby té apré raonté, li la fé kui sa pou son shate é lo shate la pa manzé, mé la parti maron é li artrouv pi lo mimate. Vré, Fake, Mi koné pa tro.

Mi di azot sa pou fé rire la boush mé si zot i rogarde in pé laktyalité bande péi loséan indien, zot va rande azot konte souvan dé foi néna moune i manke dori... Nou ni panss nou lé a l'abri, mé konte dossi é fyé pa tro, néna in zour i apèl doman. Alor, kèl solission ? Alon plante dori épi pa solman, d'ote séréal galman pou noute lotosifizanss.

Justin